



LES JURIDICTIONS INTERNATIONALES

ONU, CEDH, CJUE

L'ONU, organisation des nations unies

1) La CIJ, Cour internationale de justice



C'est un organe judiciaire principal de l'ONU. Elle a été instituée en juin 1945 par la *Charte des Nations Unies* et a débuté son activité en avril 1946. La Cour siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas).

Sa mission est de régler les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les États et de donner des avis consultatifs sur les questions juridiques que peuvent lui poser les organes et les institutions spécialisées de l'ONU autorisées à le faire.

La Cour est constituée de **15 juges**, élus pour une durée de 9 ans par l'assemblée générale et le conseil de sécurité de l'ONU.

2) La CPI, Cour pénale internationale

C'est un organe judiciaire indépendant exerçant sa juridiction à l'égard des personnes accusées de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de crimes d'agression.

La CPI est composée tout d'abord du **bureau**, qui est le bureau du procureur. C'est un organe indépendant de la Cour. Il examine les situations relevant de la compétence de la CPI, conduit les enquêtes, et il est le seul à pouvoir engager des poursuites devant la CPI.

La Cour est ensuite composée de **18 juges** élus par l'assemblée des États parties pour un mandat de neuf ans non renouvelable. Ces juges délivrent des mandats d'arrêt, des citations à comparaître, autorisent les victimes à participer aux procédures...

La CEDH, Cour européenne des droits de l'Homme

Instituée en 1959, la Cour européenne des droits de l'Homme est une juridiction internationale compétente pour statuer sur des requêtes individuelles ou étatiques relatives à des violations des droits civils et politiques énoncés par la Convention européenne des droits de l'Homme. La Cour siège à Strasbourg.

La Convention européenne des droits de l'Homme est un **traité international** en vertu duquel les États membres du **Conseil de l'Europe** garantissent les droits fondamentaux, civils et politiques, non seulement à leurs ressortissants, mais aussi à toutes les personnes relevant de leur juridiction. Elle a été signée le 4 novembre 1950 à Rome, et est entrée en vigueur en 1953.

Les juges sont élus par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à partir de listes de trois noms proposées par chaque État.

- Ils sont élus pour un **mandat de neuf ans non renouvelable**.
- Si les juges sont **élus au titre d'un État**, ils **siègent à titre individuel et ne le représentent pas**.
- Ils sont **totalemtent indépendants** et ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec leur devoir d'indépendance et d'impartialité.



LES JURIDICTIONS INTERNATIONALES

ONU, CEDH, CJUE

La CJUE, Cour de justice de l'Union européenne



L'ensemble du système juridictionnel européen est qualifié de CJUE (ancienne CJCE) comprenant un tribunal (anciennement tribunal de 1ère instance) et la Cour de justice.



Ne pas confondre la **CJUE**, qui est la juridiction de l'**Union européenne** et qui se base sur le **droit européen** (droit originaire avec les traités + droit dérivé avec les directives et les règlements) / avec la **CEDH** qui est la juridiction du **Conseil de l'Europe** et qui se base sur la **Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales** (aussi appelée Convention européenne des droits de l'Homme).

1) Le tribunal

Il a été créé par le traité de l'acte unique européen en 1986. Le traité de Nice va accorder une plus grande autonomie au tribunal en supprimant la notion de juridiction adjointe.

Le tribunal a pris ses fonctions en 1989. Jusqu'en 2015, il était composé d'un juge par État membre ; en 2015, une réforme est initiée pour changer la composition du tribunal et cette réforme prévoyait une augmentation progressive du nombre de juges du tribunal et la fusion avec le tribunal de la fonction publique européenne. Depuis février 2020, le tribunal est composé de 54 juges (deux par État membre).

2) La Cour de justice

Instituée en **1952 par le traité CECA**, elle a toujours été une institution juridictionnelle qui veille sur le respect du droit de l'Union. Elle doit faire respecter l'**applicabilité directe** du droit de l'Union et la **primauté** du droit de l'Union sur les droits nationaux.

La Cour siège au Luxembourg, est composée d'**un juge par État membre** de sorte que tous les systèmes juridiques nationaux de l'UE sont représentés.

Dans un souci d'efficacité, la Cour de justice peut siéger en **chambre** (composition réduite de 3 à 5 juges, il y a 10 chambres en tout) ou en **grande chambre** (13 juges).

La Cour est secondée par **11 avocats généraux** qui ont pour mission de présenter des avis motivés sur les affaires fournies à la Cour (un peu comme les rapporteurs publics en France).



Ces juges et avocats généraux sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres pour une durée de 6 ans et ils sont renouvelés pour moitié tous les 3 ans.



LES JURIDICTIONS INTERNATIONALES

ONU, CEDH, CJUE

3) Les différents recours

La Cour de justice connaît différents recours, commun avec le tribunal (sauf pour le renvoi préjudiciel).

1

Le contrôle de légalité :

- Le **recours en annulation** : il a pour objet de contester directement dans les deux mois de leur publication au journal officiel de l'UE ou de la notification à leur destinataire des actes adoptés conjointement par le Parlement et le Conseil, mais également des actes du Conseil, de la Commission et de la Banque Centrale Européenne (BCE).
- L'**exception d'illégalité** : c'est un recours qui a pour objet de permettre à une partie à un litige d'invoquer l'illégalité d'un acte de portée générale.
- Le **recours en carence** : il a pour objet de faire condamner pour abstention illégale les institutions de l'UE qui ont négligé de prendre les mesures d'application imposées par un acte de l'UE ou qui ont tardé à le faire. Ce recours en carence vient compléter le recours en annulation.

2

Sanction pour manquement d'État :

Sert à obtenir la sanction de l'État qui ne respecte pas ses obligations.

3

Octroi d'une indemnité :

A l'occasion de dommages causés par les fonctionnaires de l'UE ou encore, par les États membres dans la mise en œuvre du droit de l'UE, toute personne physique ou morale ayant subi un préjudice peut obtenir une indemnité réparatrice.

4

Interprétation sur renvoi préjudiciel :

Pour garantir que le droit de l'UE soit appliqué de la même manière dans tous les États membres. Cette procédure a pour objet de faire dépendre l'issue d'un litige, porté devant une juridiction nationale, de l'interprétation d'un traité par la Cour de justice.

En effet, la juridiction nationale, si elle l'estime nécessaire, a la possibilité de saisir la Cour de justice avant de rendre son jugement pour demander à la CJUE si une loi nationale viole un traité européen. Cette possibilité est une obligation pour la juridiction nationale qui statue en dernier ressort (Conseil d'Etat ou Cour de cassation).

La Cour de justice, une fois saisie, se borne à déterminer le sens des dispositions du texte posant problème afin de permettre à la juridiction nationale d'apprécier la compatibilité avec le droit national, et à défaut de constater la violation du traité par le droit national. Tous les juges nationaux sont liés par l'interprétation donnée par la Cour de justice..